

**VERBATIM****CONFERENCE DE PRESSE****Bangui, le 27 août 2025****Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA**

Bonjour à tous, c'est avec un immense plaisir que je vous retrouve pour la conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA. Que vous soyez ici dans cette salle à Bangui ou à l'écoute de Radio Guira, soyez les bienvenus.

Pour commencer, un suivi de la conférence de presse spéciale de vendredi dernier. La MINUSCA vient de faciliter le déploiement sur le terrain d'une équipe de l'Unité d'exécution du programme national de désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement (UEPNDDRR) à Kette-Sido dans la préfecture d'Ouham-Fafa.

Il s'agissait d'une mission de reconnaissance de deux jours menée par l'UEPNDDRR avec l'appui de la MINUSCA et à laquelle l'UPC a été associée. Son objectif était d'établir la liste des éléments à désarmer et démobiliser ainsi que des armes à collecter.

L'opération de désarmement et de démobilisation à proprement parler aura lieu ultérieurement sur la base des listes remises par l'UPC. La prochaine mission de reconnaissance, toujours soutenue par la MINUSCA, est prévue à Sangaré-Lim, près de Kouli.

La MINUSCA prend acte de la disponibilité de la liste électorale définitive depuis le samedi 23 août, conformément au chronogramme rendu public par l'Autorité nationale des élections (ANE). Il s'agit d'une étape importante dans l'avancement des préparatifs des scrutins groupés prévus en décembre prochain.

La MINUSCA rappelle qu'elle accorde un soutien prioritaire multiforme au processus électoral dans le cadre de la mise en œuvre de son mandat, en coordination avec les autres entités des Nations Unies et les parties prenantes nationales.

Question des journalistes**Le Gardien Médias (Selda Junior Boute)**

- Le directeur général de l'ICASEES [Institut centrafricain des statistiques et des études économiques et sociales] ne cesse de remercier la MINUSCA dans ses sorties médiatiques, concernant le recensement général de la population. Quel est l'appui concret de la MINUSCA dans ce processus en cours ?

Réponses aux questions**Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA**

Je vous remercie. Je remercie le directeur pour son appréciation de la MINUSCA, mais, à ma connaissance, la MINUSCA n'apporte pas de soutien direct au recensement de la population. Je pense que ce sont des collègues de l'équipe de pays des Nations Unies, d'autres entités des Nations Unies. Mais en tout cas, ce n'est pas une prérogative qui nous est donnée, une tâche qui nous est assignée par le Conseil de sécurité dans notre mandat. En sachant qu'évidemment, un recensement de la population est toujours indispensable pour pouvoir faire de la planification et pour pouvoir évaluer les besoins des populations, que ce soit en termes d'accès aux soins, d'éducation, etc. Voilà ce que je pouvais vous répondre.

Question des journalistes

LANOCA (Aubin Manassé Ndata)

- Les élections se tiendront dans quatre mois, quelle est l'importance en ce moment, du plan de sécurisation des élections ?
- Dans la préfecture l'Ouham-Fafa, les éléments du groupe armé de l'UPC attendent toujours de déposer les armes, quelle est la suite à donner à ce processus ?

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Concernant les élections et l'importance de la mise en œuvre du plan de sécurisation, lors de la réunion du comité stratégique sur les élections qui s'est tenue le 12 août dernier, la Représentante spéciale du Secrétaire général, Mme Rugwabiza, a accordé beaucoup d'importance à ce point et elle a insisté sur la nécessité de rendre pleinement opérationnels tous les mécanismes de coordination prévus dans ce plan intégré de sécurité électorale, le PISE, y compris au niveau préfectoral parce qu'il y a le plan au niveau national et puis ensuite, ça arrive en cascade au niveau des préfectures et, là, il y a encore un petit effort à faire pour pouvoir s'assurer que le plan est bien mis en œuvre. Mais sur une fréquence hebdomadaire, tous les acteurs concernés, la MINUSCA, les Forces de défense et de sécurité centrafricaines, l'ANE, se rencontrent afin de pouvoir discuter de la mise en œuvre de ce plan intégré de sécurité électorale, donc un plan qui avait été signé entre la MINUSCA et le Gouvernement centrafricain.

Concernant le DDR et les opérations à venir avec l'UPC, l'approche, comme vous l'avez compris lors de la conférence de presse exceptionnelle de vendredi dernier en présence du Ministre d'État, est maintenant, avant de décider d'entamer les opérations à proprement parler, d'organiser des missions de reconnaissance, ce qui a été le cas à Kette-Sido dimanche et lundi, et d'associer les leaders des groupes armés sur place à ces missions de reconnaissance afin de pouvoir avoir une vision bien claire de savoir à tel endroit combien d'éléments armés doit-on démobiliser, désarmer et quel est le nombre approximatif d'armes et de munitions qui seront collectées, ceci afin d'assurer la planification la plus juste possible et de ne pas passer, comme ça a pu être le cas en juillet, plusieurs jours à attendre que des éléments viennent se présenter.

C'est cette approche qui est en train d'être mise en place, avec la première étape de Kette-Sido et avec une prochaine mission de reconnaissance, toujours soutenue par la MINUSCA, à Sangaré-Lim dans les prochains jours. Et donc toutes les parties prenantes au processus, évidemment l'UEPNDDRR qui pilote le processus avec le soutien de la MINUSCA, mais également les groupes armés qui ont accepté, qui ont rejoint l'APPR en avril dernier, donc, ensemble, c'est un travail en commun, une planification commune pour plus d'efficacité.

Questions des journalistes

Radio Ndeke Luka (Emmanuel Samboli)

- Je voudrais revenir un peu sur la question posée par le confrère de LANOCA par rapport aux élections. La publication de la liste électorale définitive n'est pas encore faite jusqu'à présent. Et sur nos ondes, le samedi dernier, dans l'émission Patara, le commissaire Davy Yama a dit que c'est ce samedi- 23 août qu'on va publier la liste définitive. Mais jusqu'aujourd'hui, je crois, cette liste-là n'est pas publiée et que déjà on va déjà aborder un retard d'une semaine dans le processus. Et la MINUSCA a aussi un appui qu'elle apporte dans ce processus-là. Mais face à ce retard, est-ce que ça ne va pas jouer sur l'appui de la MINUSCA sur le processus ? Comment la MINUSCA voit déjà ce retard dans le processus des élections groupées ? Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

À ma connaissance, le 23 août dernier, l'ANE a indiqué que la liste électorale définitive était prête. Elle a avancé des chiffres. Elle a annoncé que la liste électorale définitive comprenait environ 2 400 000 électeurs, dont 52,8 % d'hommes et 47,2 % de femmes. Je m'en tiens à ce que l'Autorité nationale des élections a annoncé le 23 août dernier, conformément au calendrier qui avait été établi par cette même Autorité nationale des élections.

Questions des journalistes

Radio Ndeke Luka (Emmanuel Samboli)

Est-ce que c'est déjà affiché dans les centres pour que les électeurs eux-mêmes puissent aller voir ? Parce qu'on a fait le tour des centres, mais rien n'a été affiché.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Ça, c'est une question qui doit être posée à l'Autorité nationale des élections, car, vous le savez, c'est l'Autorité nationale des élections qui organise les élections. Nous, nous sommes en soutien, un soutien technique, un soutien opérationnel, logistique. Mais cette question particulière doit être posée directement à l'Autorité nationale des élections.

Questions des journalistes

Le Citoyen (Odilon Koulaka)

- J'ai seulement deux petites questions. La première question, récemment, les femmes et les jeunes filles au niveau de Zemio sont régulièrement victimes de violences basées sur le genre. Est-ce que la MINUSCA est informée de cette situation ? Si oui, quel est le degré ? Quelle est l'implication de la MINUSCA pour réduire ce phénomène ?
- Récemment, dans la ville de Bangui, notamment dans le quartier Sica 2 et Cité de la Paix, les habitants se plaignent de l'augmentation du taux du braquage. Je voudrais savoir quel est le degré de la collaboration entre les Forces de la MINUSCA et FSI pour réduire surtout ce phénomène ? Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Merci. Vous me parlez de Zemio avec des actes commis contre des femmes et des jeunes filles. Vous le savez, nous sommes présents à Zemio, notre Force est présente à Zemio et nous avons également facilité le déploiement d'un sous-préfet à Zemio récemment. On a pu constater pendant le week-end le retour de quelques personnes à Zemio suite à l'installation du nouveau sous-préfet le 15 août dernier, d'ailleurs, le sous-préfet et également avec la remise d'un bâtiment d'une sous-préfecture. Donc, la situation, à la faveur de la présence de la Force de la MINUSCA et du retour du sous-préfet, les informations qui me parviennent du terrain font état d'une situation sécuritaire améliorée à Zemio qui facilite le retour des personnes qui s'étaient déplacées, notamment à Obo. Il y a encore le cas des personnes qui ont traversé la frontière.

Vous le savez, nous avons un mandat de monitoring des violations des droits de l'homme. Évidemment, si des violences basées sur le genre dans cette période de conflits ont été portées à notre connaissance et ont pu être documentées, elles feront l'objet, elles seront consignées dans les prochains rapports que nous publierons à ce sujet. Et nous faisons beaucoup de prévention aussi avec nos partenaires, avec les Forces de sécurité intérieures, les Forces de défense et de sécurité, avec tous les acteurs sur place, avec les groupes armés également, pour les sensibiliser au fait de mettre fin à ces violences qui sont intolérables.

Concernant la deuxième question, les braquages à Bangui, cela relève de la criminalité. Vous le savez, notre mandat est un mandat de protection des populations civiles qui vivent sous la menace de violences physiques. Ceci étant dit, nous continuons notre soutien aux Forces de sécurité intérieures dans la limite de nos moyens disponibles mais la sécurité et la sécurisation des populations civiles relèvent en premier lieu des Forces de sécurité intérieures auxquelles UNPOL, nos collègues de la police, continue d'apporter des soutiens techniques, des formations, mais la priorité de la MINUSCA en termes de sécurité est une priorité pour les populations civiles qui vivent sous la menace de violences physiques.

Questions des journalistes

Radio Guira FM (Constantin Josias Ngoutendji)

- Ma question concerne le processus électoral. Tout à l'heure, vous avez répondu, mais on aimerait savoir d'une manière détaillée, on sait que conformément au mandat de la MINUSCA, la MINUSCA apporte un soutien logistique et technique à l'Autorité nationale des élections. Mais est-ce que vous pouvez nous expliquer quel type d'appui concrètement, sur le terrain ? On sait que bientôt, il y aura le scrutin groupé comme annoncé par les autorités. Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Merci. Le soutien de la MINUSCA au processus électoral est donc inscrit parmi les tâches prioritaires confiées par le Conseil de sécurité à la MINUSCA dans la dernière résolution. On qualifie souvent ce soutien de soutien multiforme. Qu'est-ce qu'un soutien multiforme en l'occurrence ? Vous l'avez dit, un soutien technique, donc, un soutien technique pour le traitement des données, par exemple, pour la finalisation du budget. Actuellement, maintenant que la liste électorale a été bouclée, on est dans le vif du sujet pour la planification opérationnelle des élections locales, présidentielle et législatives, donc, en matière de logistique, sécurité, pour faire référence à la première question qui m'a été posée, formation, gestion des données, communication stratégique et sensibilisation. Ce dernier point de communication stratégique et sensibilisation est important, car comme vous le savez, ce sera la première fois qu'il y aura quatre scrutins couplés au même moment, le 28 décembre. Donc, il est donc important de redoubler d'efforts afin d'expliquer la coordination et l'addition de ces quatre scrutins en ayant à l'esprit que la plupart des personnes qui vont aller voter n'auront jamais participé à des élections locales puisque les dernières remontent à près de 40 ans.

Le dernier point est celui d'une contribution aux efforts nationaux de mobilisation des ressources. Un budget a été annoncé pour l'organisation de ces élections. Il y a encore un déficit de financement et, encore une fois, tel qu'inscrit dans la résolution qui gouverne notre mandat, il nous est demandé de contribuer aux efforts nationaux de mobilisation des ressources. Voilà la nature de ce soutien. Évidemment, c'est un soutien en nature, j'ai envie de dire, on ne met pas sur la table, on n'apporte pas des millions sur la table, mais toutes les activités que nous faisons au jour le jour sont des activités qui ont un coût humain et financier pour la MINUSCA, mais cela fait partie de notre mandat et nous l'exécutons à la lettre.

Questions des journalistes

Radio Guira FM (Constantin Josias Ngoutendji)

- Si vous permettez, il y a une autre question qui brûle sur mes lèvres, c'est celle qui concerne la participation des femmes à ce processus-là. Est-ce que la MINUSCA a un appui dans ce sens, vraiment, pour accompagner les femmes ?

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Oui, merci d'attirer l'attention de notre audience et de nos auditeurs sur cette question de la participation des femmes. On l'avait dit, la MINUSCA a mis en œuvre au moment de la révision du fichier électoral, avec ONU-Femmes, un programme pour pouvoir accroître le nombre de femmes inscrites sur les listes électorales. Aujourd'hui, on atteint la proportion de 47,2 % contre à peu près 46 % pour la liste précédente, donc, on voit une amélioration. On va être clair, l'objectif 50 % n'a pas été atteint mais nous allons poursuivre nos efforts pour s'assurer que les femmes qui sont actuellement inscrites sur la liste électorale, le jour venu, donc le 28 décembre prochain, se rendent dans leur centre de vote pour exprimer leur vote, mais aussi pour être candidates. Donc, nous allons poursuivre nos efforts avec nos partenaires.

Et j'ai pu voir aussi que le groupe de travail technique sur le genre et les élections avait été relancé. Le 19 août dernier, l'ANE a organisé une réunion de relance de ce groupe technique à laquelle participent non seulement l'ANE, mais des représentants du Ministère de la promotion du genre, protection des femmes, de la famille et de l'enfance, la société civile, d'ONU-Femmes, du PNUD et bien évidemment de la MINUSCA. Et donc l'objectif de

ce groupe de travail technique, est de travailler à renforcer la coordination entre tous ces acteurs impliqués pour pouvoir soutenir à la fois les électrices et les candidates pour les prochains scrutins.

Questions des journalistes

Radio Centrafrique (Jean-Claude Andjizekane)

- J'ai une seule question dans le sens du DDR. J'ai écouté la semaine passée sur une radio de la place, le cri d'alarme des Anti-Balaka de Zangba qui ont déposé leurs armes et qui s'impatientent de la mission de démobilisation. Je vous demande si la MINUSCA est au courant de leur situation ?

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Oui, nous sommes au courant de tous les lieux de regroupement d'ex-combattants, quel que soit le groupe armé auquel ils appartiennent. Mais vous le savez, la gestion du DD, désarmement, démobilisation, incombe en premier lieu à l'UEPNDDRR et nous, nous répondons à leurs demandes, cela a été expliqué de façon assez détaillée par le Ministre d'État lors de la conférence de presse de vendredi. Il y a des unités mobiles de l'UEPNDDRR qui vont sur le terrain. Ils ont un calendrier bien précis et nous, nous nous adaptons et nous répondons à leur demande par rapport à ce calendrier. C'est un problème de ressources humaines et financières. Tout le monde ne peut pas être déployé au même moment partout. Mais nous saluons, en tout cas, la volonté de tous les éléments des groupes armés de remettre leurs armes et de retourner à une vie civile. Ce sont des développements très positifs pour la sécurité des populations civiles dans ce pays.

Questions des journalistes

Le Gardien Médias (Selda Junior Boute)

- Je voudrais revenir un peu sur la question électorale. Nous sommes à quelques mois des élections et les opposants ont demandé à ce qu'un dialogue soit organisé pour une élection inclusive alors que nous sommes à quatre mois des élections. J'aimerais justement savoir, est-ce que le programme du dialogue qu'a demandé les opposants n'est plus à l'ordre du jour ? Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Alors nous, nous dialoguons avec les opposants parce que ça fait partie de notre mandat. Dans le cadre de nos bons offices, nous parlons avec tout le monde. Et justement, pour favoriser le dialogue entre ces opposants et les autorités en place, il est dans l'intérêt de tout le monde de pouvoir engager des discussions constructives et propices pour créer un environnement politique qui sera apaisé dans les prochains mois pour la tenue des élections. Nous continuons notre travail de bons offices en parlant aux différentes parties prenantes et en les encourageant, justement, à s'engager dans ce dialogue qui fait partie du processus électoral apaisé.

Je vous rappelle que vous pouvez retrouver en temps réel toutes les informations de la MINUSCA sur le site [web de la Mission](#), sur [Facebook](#), [X](#), [YouTube](#) et [Instagram](#). L'heure est venue de clore cette conférence de presse. Merci à tous pour votre participation.